

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**  
**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**  
**(RC)**

**CNSNMM-2017-07-01**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Ministère des Sports,

\*\*\*

École Nationale des Sports de Montagne (ENSM)

Site du Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne (CNSNMM)

**REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Monsieur le Directeur Général de l'ENSM

**OBJET DU MARCHÉ :**

**CONCEPTION/RÉALISATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS**

**REMISE DES OFFRES :**

Au plus tard **le 31 Juillet 2017 à 12h00**

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **Juillet 2017**.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
1.1 – Objet du marché.....	3
1.2 – Étendue de la consultation.....	3
1.3 – Décomposition du marché.....	3
1.4 – Conditions de participation des candidats.....	3
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
2.1 – Variantes et options.....	4
2.1.1 - <i>Variantes</i> .....	4
2.1.2 - <i>Options</i> .....	4
2.2 – Délai de validité des offres.....	4
2.3 – Mode de règlement du marché et modalités de financement.....	4
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>5</b>
4.1 - Langues.....	5
4.2 - Monnaie.....	5
4.3 – Documents à produire.....	5
4.3.1 – <i>Pièces de candidature</i> .....	5
4.3.2 – <i>Pièces relatives à l'offre</i> .....	5
<b>ARTICLE 5 : JUGEMENT DES OFFRES – TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES.....</b>	<b>6</b>
5.1 – Jugement des offres.....	6
5.2 – Interruption de la procédure.....	8
5.3 – Traitement des offres.....	8
<b>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>8</b>
6.1 - Présentation.....	8
6.2 – Transmission des offres.....	8
6.2.1 – <i>Transmission par voie postale (LRAR)</i> .....	9
6.2.3 – <i>Transmission sur la plate-forme des achats de l'État PLACE</i> .....	9
<b>ARTICLE 7 : INSTANCE DE RECOURS.....</b>	<b>9</b>

## ARTICLE 1 : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 – Objet du marché :

La présente consultation concerne une mission de travaux publics pour :

#### **CONCEPTION/RÉALISATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS**

Au Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne (CNSNMM),  
Sis 1848, route des Pessettes  
39220 PRÉMANON

Ce projet est fondé sur l'étude d'opportunité réalisé par AJENA.

A noter que différents scénarii ont été proposés dans l'étude d'opportunité. Le scénarii « chaufferie bois déchiqueté » a été retenu par le maître d'ouvrage (cf. étude d'opportunité jointe au présent DCE + programme technique).

Une visite sur site est prévue le **mardi 18 Juillet à 14h30.**

### 1.2 – Étendue de la consultation :

Le présent marché est passé selon la **procédure adaptée**, en application du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics.

### 1.3 – Décomposition du marché :

Marché unique, sans reconduction, sans allotissement.

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

### 1.4 – Conditions de participation des candidats :

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme à l'attributaire du marché.

Le titulaire du marché pourra être une entreprise individuelle ou prendre la forme d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire, ou conjoint avec mandat solidaire (cf. acte d'engagement (AE) CNSNMM-2017-05-01).

Les candidats devront impérativement présenter leurs co et sous-traitants au pouvoir adjudicateur.

Il est cependant interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

## ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 – Variantes et options :

#### **2.1.1 - Variantes :**

Les variantes sont autorisées.

#### **2.1.2 – Options :**

Le présent marché ne comprend pas d'options.

### 2.2 – Délai de validité des offres :

L'offre ainsi présentée ne lie que si son acceptation est notifiée dans un délai de **90 jours** à compter de la date de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

### 2.3 – Mode de règlement du marché et modalités de financement :

Mandat administratif suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à **30 jours** à compter de la date de réception de la facture.

## ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation des entreprises contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) CNSNMM-2017-07-01 au format ATTRI1 ;
- Le présent règlement de consultation (RC) CNSNMM-2017-07-01 ;
- L'étude d'opportunité pour le projet, menée par AJENA ;
- Le programme technique ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) CNSNMM-2017-07-01 ;
- Le DC4 (déclaration de sous-traitance) ;
- Les déclarations sur l'honneur relatives aux interdictions de soumissionner et aux règles d'emploi des travailleurs handicapés ;
- La liste nominative des travailleurs étrangers.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement sur :

- la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE),
- le site web du CNSNMM, rubrique « marchés publics » (<http://cnsnmm.sports.gouv.fr/>).

L'avis d'appel public à la concurrence est publié sur le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP).

## ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 4.1 – Langues :

Les offres ainsi que tous les documents associés au marché sont rédigés en langue française.

Il est rappelé que le(s) signataire(s) doit(vent) être habilité(s) à engager le candidat.

### 4.2 – Monnaie :

Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés en euros.

### 4.3 – Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes, datées et signées *in fine* par lui, et tamponnées :

#### **4.3.1 - Pièces de candidature :**

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants) et **DC2** (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) pour présenter leur candidature.

Ces documents sont téléchargeables sur le site de la DAJ : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

Chaque candidat individuel, ou membre du groupement, et sous-traitant aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes telles que prévues aux articles 48 et 49 du décret n°2016- 360 du 25 mars 2016 :

- ✓ **Déclaration sur l'honneur** du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 concernant les interdictions de soumissionner obligatoires et générales (jointe au DCE) ;
- ✓ **Déclaration sur l'honneur** que le candidat est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (jointe au DCE) ;
- ✓ Pour l'application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail, la **liste nominative des salariés étrangers**, définie à l'article 8.3 du CCAP précité, sera remise par l'attributaire avant la notification du marché (jointe au DCE).
- ✓ La copie du ou des **jugements** prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- ✓ **Pouvoir de la personne habilitée** à engager le candidat et/ou groupement et sous-traitant ;
- ✓ Le **chiffre d'affaire des 3 derniers exercices** disponibles du candidat, les entreprises nouvellement créées et qui ne sont pas en mesure de fournir ces informations pourront prouver leurs capacités financières en produisant une déclaration appropriée banques (dont la forme est laissée à la discrétion de l'établissement bancaire).
- ✓ Renseignements concernant la **capacité technique et professionnelle** de l'entreprise sur les opérations de mise en place de **chaufferie à bois**. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (forme libre) qui peuvent être jointes, le cas échéant, à la note méthodologique mentionnée ci-après.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (co/sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un **engagement écrit** de(s) l'opérateur(s) économique(s) en question.

✓ Les **attestations d'assurance** visées à l'article 10 du CCP CNSNMM-2017-07-01.

#### 4.3.2 - Pièces relatives à l'offre :

✓ **L'Acte d'engagement** (AE) CNSNMM-2017-07-01 format **ATTRI1** dûment complété par les représentants des opérateurs économiques ayant vocation à être titulaire du marché, datés et signés ;

✓ Le **DC4 (déclaration de sous-traitance)**, annexe 1 à l'Acte d'engagement, dûment complété par les représentants des opérateurs économiques ayant vocation à être titulaire du marché, datés et signés.

La signature de ces documents n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre. Cependant, s'il le souhaite, le candidat peut d'ores et déjà les remettre signés au stade du dépôt.

✓ Le **mémoire technique** remis par le candidat ;

✓ **Tout autre document** nécessaire à la compréhension de l'offre.

### ARTICLE 5 : JUGEMENT DES OFFRES –TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

#### 5.1 – Jugement des offres :

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60 et 62 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

**Le prix : 40%, noté sur 4.**

**La valeur technique : 60%, noté sur 6.**

Critères	%	Note sur 10
Prix des prestations	40 %	X / 4 (*)
Valeur technique	60 %	X / 6
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>X / 10</b>

(\*) au prorata de l'offre la plus avantageuse

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

**Le critère Valeur technique :**

Il sera analysé au vu du contenu du mémoire technique fourni par le candidat dans son offre

Une note sera attribuée à chaque sous-critère en fonction des réponses apportées comme suit :

**Sous-critère 1 : note sur 20**

Equipe et moyens mis en œuvre pour la réalisation du chantier (organigramme du chantier, qualification des intervenants et matériels mis à disposition)

**Sous-critère 2 : note sur 20**

Planning détaillé d'exécution des travaux indiquant la décomposition des tâches d'exécution interne à l'entreprise, leur délai et les effectifs précis permettant de juger la capacité à respecter le calendrier prévisionnel d'exécution.

**Sous-critère 3 : note sur 20**

Contraintes particulières d'intervention recensées et les solutions retenues pour assurer leur gestion

**Sous-critère 4 : note sur 40**

Caractéristiques techniques des produits et matériaux proposés, performances, origines, délais d'approvisionnement, dispositions et délais SAV ; permettant de juger de la conformité et de la qualité pour les travaux et l'exploitation/maintenance.

Pour chaque lot, la note sur 100 ainsi obtenue sera ensuite pondérée en fonction du coefficient appliqué à ce critère. Ce critère interviendra pour 60 %.

**Le critère Prix des prestations sera analysé comme suit :**

Une note sera attribuée aux entreprises sur la base de la formule suivante :

$$\text{Note} = (\text{coût de l'offre mini} / \text{coût de l'offre analysée}) \times 100$$

La note sur 100 obtenue sera ensuite pondérée en fonction du coefficient appliqué à ce critère.

Ce critère interviendra pour 40 %.

Note sur 20 :

0 : Absence de réponse ou réponse inappropriée

> 0 et ≤ 8 : réponse peu ou pas satisfaisante

> 8 et ≤ 12: réponse moyenne

> 12 et ≤ 16: réponse satisfaisante

> 16 et ≤ 20 : réponse très satisfaisante

Note sur 40 :

0 : Absence de réponse ou réponse inappropriée

> 0 et  $\leq 15$  : réponse peu ou pas satisfaisante

> 15 et  $\leq 20$  : réponse moyenne

> 20 et  $\leq 32$  : réponse satisfaisante

> 32 et  $\leq 40$  : réponse très satisfaisante

## **5.2 - Interruption de la procédure :**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général, conformément à l'article 98 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **5.3 – Traitement des offres anormalement basses :**

Conformément à l'article 60 du décret susvisé, dans le cas où une offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées pour permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, le pouvoir adjudicateur pourra le rejeter.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les candidats devront transmettre leur offre avant les date et heure mentionnés en page de garde du présent règlement de consultation, dans les conditions suivantes :

### **6.1 – Présentation :**

L'enveloppe intérieure, cachetée, contenant l'offre, devra comporter la mention suivante :

**« MARCHÉ PUBLIC CNSNMM / ATMO : CHAUFFERIE A BOIS  
NE PAS OUVRIR »**

### **6.2 – Transmission des offres :**

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et heure limites fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.



### 6.2.1 – Transmission par voie postale (LRAR) :

A l'adresse suivante :

**INGETEC'S**  
405, rue du Docteur Jean Michel  
39000 LONS LE SAUNIER

### 6.2.3 – Transmission sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE :

A l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

## ARTICLE 7 : INSTANCE DE RECOURS

**Tribunal Administratif de Grenoble,**  
2, Place de Verdun  
BP 1135  
38022 Grenoble Cedex  
Tél. : 04.76.42.90.00  
Fax : 04.76.51.89.44  
greffe.ta-grenoble@juradm.fr